Fondation Jean Jaurès

Démocratie

RENOUVELER LA GAUCHE, CONSTRUIRE L'ALTERNATIVE

Noé Girardot-Champsaur

07/07/2023

Si les dernières élections législatives ont permis à la gauche unie de retrouver une place dans le rapport de force parlementaire, la crise démocratique reste profonde en France et les partis de gauche peinent à reparler aux déçus comme aux oubliés de la politique. Pourtant, des initiatives existent, notamment à l'étranger, qui sont autant d'opportunités de faire revivre l'engagement, comme le montre Noé Girardot-Champsaur, ancien co-directeur de la campagne « Un boulanger à l'Assemblée », expert associé à la Fondation et membre du think tank Point d'aencrage.

Un an s'est écoulé depuis les dernières élections législatives qui ont permis à la gauche unie de retrouver une place dans le rapport de forces parlementaire. En doublant les effectifs et en faisant apparaître de nouveaux élus à l'Assemblée nationale, les différents partis de gauche ont amorcé une nouvelle phase pour le mouvement progressiste et les valeurs qu'il défend. Pour autant, la situation actuelle ressemble davantage à une profonde crise démocratique. La colère et la déception d'une partie grandissante de la population envers notre système politique nourrissent davantage l'abstention et les partis d'extrême droite à chaque élection. Les racines à l'origine de cette crise sont nombreuses : manque de représentativité, d'incarnation et de travail de fond de beaucoup de responsables politiques, déconnexion d'une large part des élus avec le vécu des classes moyennes et des classes populaires…

Le profil sociologique des élus contribue à ce phénomène : dans cette nouvelle législature, 69,5% des députés sont cadres (contre 65,9% en 1978), observe le sociologue Étienne Ollion. Si ce renouvellement marque une amélioration par rapport à 2017 avec 6% des députés issus des classes populaires, ils sont très loin de représenter la société dans son ensemble (45% de la population active est issue des classes populaires). L'actualité des violences dans les quartiers pauvres est également révélatrice de cette déconnexion : l'accumulation d'impasses institutionnelles sur des sujets majeurs pour ces quartiers, notamment la relation avec la police, et le manque de canaux de représentation à l'échelle nationale justifient aux yeux d'une minorité le recours à la violence. Sans représentants des premiers concernés parmi les interlocuteurs politiques nationaux, la reconnexion avec les réalités des classes moyennes et populaires restera un poncif et non un

projet politique crédible.

À ce constat alarmiste, s'ajoute un contexte inquiétant d'expansion des valeurs conservatrices soutenu par un *backlash* réactionnaire à l'encontre des mouvements progressistes. Plus préoccupant encore, la situation décrite est semblable dans nombre de démocraties représentatives à travers le globe. Il y a urgence.

Seuls capables de réparer la démocratie et de ramener les valeurs progressistes au centre du jeu, les partis de gauche sont aujourd'hui empêtrés dans l'ensemble de ces difficultés, auxquelles s'ajoutent divisions de chapelle et difficultés avec la figure du chef. Quatre ans avant les prochaines élections législatives et présidentielle, la gauche doit se mettre au travail. Pour refaire de la gauche un grand mouvement populaire, massif et démocratique, les partis doivent s'interroger sur ce qui a pu fonctionner par le passé et sur ce qui fonctionne aujourd'hui à l'étranger. Dans leur réflexion, les enjeux de représentativité, d'incarnation et de formation sont souvent placés au second plan alors qu'ils occupent une place aussi essentielle que certains enjeux de fond pour se ranger en ordre de bataille. Ils sont des outils indispensables pour remettre les gens au cœur du *leadership* politique et sont donc les objets de cette note. C'est l'incarnation de leurs vécus par des acteurs politiques formés aux enjeux contemporains et qui leur ressemblent qui contribuera à construire un récit politique à l'image du pays, capable d'incarner une alternative crédible en capacité de gouverner face à la droite et à l'extrême droite. Un tel récit pourra remporter l'adhésion d'une large majorité de la population aux valeurs et au mouvement progressiste dans son ensemble.

Pour mener à bien cette aventure, les partis de gauche ont à leur disposition, et à condition de leur faire une place crédible et légitime, de nombreuses structures et personnalités hors des structures partisanes qui sont prêtes à les accompagner.

2022 : recomposition et renouvellement du paysage politique

Plus que la présidentielle qui a tristement conforté l'inexorable montée de l'extrême droite, les législatives ont vu émerger une nouvelle génération d'élus. Au-delà de l'impressionnante explosion du nombre de députés du Rassemblement national (RN), l'union de la gauche a suscité de premières lueurs d'espoir en reprenant du terrain parlementaire. D'une soixantaine d'élus à plus de 150, l'alliance Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) met en lumière trois types de personnalités politiques : **l'arrivée de personnalités issues des mouvements sociaux ou de luttes organisées et de mouvements citoyens** ; **la confirmation d'élus emblématiques issues des structures partisanes** ; et **l'apparition de nouveaux acteurs et de nouvelles actrices politiques**

issus des partis. Le renouvellement politique ne peut pour autant s'arrêter à quelques figures, qui restent trop peu représentatives des mobilisations contemporaines mais surtout du quotidien de la société française.

Ce constat d'espoir doit être nuancé : si une légère dynamique semble avoir émergé pour la Nupes lors des législatives, la faiblesse de celle-ci reste le reflet de l'échec des partis à s'unir dès la présidentielle. Préférant se maintenir pour exister dans la séquence politique, chacune des forces a probablement contribué à empêcher une dynamique globale. De cet échec, la gauche doit comprendre le besoin de retrouver un équilibre de préparation des échéances électorales. L'union formée aux législatives reste encore fragile et repose encore en partie à ce jour sur un anti-macronisme, sans parvenir à dessiner un horizon commun. Cet horizon est à la fois difficile à ancrer dans le débat public et pourtant absolument essentiel pour l'avenir de la gauche et de ses idées. Ces difficultés sont également nourries par un refus de laisser la place, opéré par certaines figures tutélaires qui contribuent ainsi à figer la gauche et les acteurs politiques qui l'incarnent.

Par ailleurs, les investitures attribuées par les partis de gauche ont davantage relevé d'une stratégie de reconduction des sortants et de débauchage de personnalités à même d'incarner opportunément un renouveau que d'une stratégie globale capable de préparer l'alternance. Si la reconduction des sortants est légitime et parfois même nécessaire pour consolider l'ancrage de la gauche, la culture de débauchage est une méthode de court terme et contre-productive.

Concentré sur des personnalités médiatiques qui doivent rentrer dans le rang de la structure partisane qui l'investit et… souvent disparaître en cas de défaite ou accepter une relative invisibilisation en cas d'élection, le débauchage ne permet pas de renouer avec la culture historique des partis de gauche. Cette culture de recrutement et de formation concourait à créer un mouvement d'ensemble qui fonctionnait comme une courroie de transmission entre les universitaires, syndicalistes, associations ou activistes. Il permettait d'élaborer une culture commune et de dessiner un horizon en partageant des idées, en identifiant des profils capables d'incarner l'avenir, puis en les recrutant et en les formant. Les partis offraient ainsi un débouché électoral et intégraient les différents corps de la société pour construire ce mouvement global. Si ce système était évidemment imparfait, incomplet, et parfois dysfonctionnel, la courroie de transmission qui fonctionnait hier tant bien que mal s'est aujourd'hui grippée et s'est vu remplacée par une monopolisation de l'accès aux mandats électifs par les partis.

Les dernières législatives ont été la démonstration du monopole des partis politiques, et parmi ceux-là du parti majoritaire, formant un obstacle infranchissable pour tout candidat n'y étant pas rattaché. À l'exception de quelques élus implantés ou de contextes électoraux particuliers

comme en Occitanie qui ont fait le choix de s'opposer à l'alliance de la Nupes, aucun candidat de gauche n'a réussi à remporter l'élection sans investiture partisane. Certaines candidatures ont jeté l'éponge après l'échec lors de l'attribution des investitures, d'autres ont tenté l'expérience en refusant de demander une investiture, comme la candidate indépendante Quitterie de Villepin à Paris et son expérience de mandat délibératif expérimenté dès sa campagne. Si l'accord de la Nupes a permis à la gauche de grossir ses rangs à l'Assemblée nationale, il a laissé de côté de nombreux acteurs aux expériences de vie différentes et localement légitimes au profit de cadres internes aux partis, notamment dans les quartiers populaires, comme Sanaa Saitouli, militante locale et engagée de longue date à Cergy dans le Val-d'Oise, ou Kevin Vacher, leader du mouvement pour un logement digne à Marseille. Enfin, preuve du poids des structures partisanes, certaines candidatures issues de la société civile et investies par la Nupes, qui avaient fait le choix de se positionner en candidat d'union plutôt que d'un seul parti, ont également dû faire face à une démobilisation ou tout du moins à une mobilisation insuffisante des partis au niveau local.

Pourtant, bien en amont des élections de 2022, d'autres initiatives construites à l'extérieur des partis ont expérimenté de nouvelles méthodes. Investies, Tous Élus, Primaire populaire, Académie des futurs leaders, Quartier général… : certaines structures et parcours de formation ont formé, recruté ou accompagné des candidats hors des partis politiques. Si l'ensemble de ces structures ont été confrontées à la force des partis politiques, avec lesquels elles ont collaboré ou face auxquels elles ont échoué, ces expériences imparfaites ont contraint les structures partisanes à observer ce qu'il se passait autour d'elles. Elles ont montré ce que les partis ne faisaient plus. Certaines ont même effleuré du bout des doigts la victoire aux législatives en dépassant les 45% au second tour des législatives. Leurs campagnes novices se sont distinguées par les méthodes utilisées : fondées sur l'incarnation et le vécu partagé, les valeurs communes avec leurs électeurs, et une approche collective et proche du terrain. Porte-à-porte, formation, mobilisation et communication autour de ce que nous avons en commun et sur l'horizon positif que nous avons à dessiner ensemble… : ces méthodes sont autant d'exemples qui ont permis d'esquisser une nouvelle approche de la politique.

L'émergence de ces initiatives est révélatrice d'un échec des partis politiques à trouver, recruter et préparer une variété de nouveaux acteurs politiques aux expériences de vie différentes capables de représenter la population et d'incarner son vécu. S'il semble plus difficile aujourd'hui d'identifier ces nouvelles personnalités au vu de la faiblesse du mouvement associatif et de la tendance à l'engagement ponctuel et non pérenne, cette situation s'explique aussi par l'absence de ligne politique ou de contrat d'engagement offert par les structures partisanes pour attirer de nouveaux profils. Autrefois, un continuum se formait entre les différentes formes d'engagement associatif ou syndical et les partis politiques. Certes imparfait, ce lien s'est affaibli

progressivement lorsque les partis ont commencé à abandonner la formation de leurs militants sur deux dimensions essentielles : les méthodes politiques, et les valeurs qui les rassemblent et qui contribuent à créer une culture commune. Le mouvement fédérateur qui permettait hier à la gauche d'emmener le pays vers un avenir désirable s'est aujourd'hui enrayé. **Divisée, focalisée sur la lutte pour l'hégémonie culturelle en son sein, la gauche est encore une famille, mais n'a toujours pas de maison commune.**

Cette situation contraste avec l'alliance que la société civile peut former avec sa famille politique dans d'autres pays, où ONG et structures associatives ont par exemple construit des branches dédiées aux cycles électoraux pour soutenir les candidats qui portent leurs valeurs, ou ont construit des coalitions pour faire voter les classes moyennes et populaires sur des valeurs et sans se rattacher à des partis politiques. En France, ces mouvements restent strictement apartisans lors des cycles électoraux. Pour des raisons à la fois juridiques, culturelles et historiques, ces structures et les personnes qui s'y engagent en leur sein refusent aujourd'hui le lien avec les forces politiques et sont convaincues que la racine du changement est ailleurs.

L'engagement est traditionnellement limité à un comparateur de programmes permettant de positionner les candidats en fonction des thèmes défendus par les associations, parfois complètement déconnectés des enjeux de l'élection concernée. Les exceptions sont rares, à l'image de la manifestation commune des forces associatives organisée en amont de la présidentielle à l'initiative des mouvements climat, féministes et antiracistes pour appeler à se mobiliser dans les urnes. Si quelques initiatives visant à inciter à voter ont vu le jour pour cibler les abstentionnistes et les mal-inscrits sur les listes électorales, celles-ci ne se sont pas positionnées politiquement. Malgré les défauts et les imperfections de la Nupes, cette union de la gauche pourrait toutefois être un espace de recomposition, de débat et de formation pour relancer la courroie de transmission et le mouvement d'ensemble qui a pu historiquement mener la gauche au pouvoir.

En France et ailleurs, l'émergence d'acteurs politiques portés par des méthodes et des approches capables d'incarner un nouvel horizon pour la gauche

En Italie, aux États-Unis, en France, en Slovénie ou ailleurs, de nouveaux acteurs et de nouvelles actrices politiques aux expériences de vie différentes émergent sur des bases communes. Ceux-ci sont souvent jeunes, issus ou portés par des mouvements construits en dehors des partis. Ils sont aussi souvent ceux qui adoptent la même langue que les classes moyennes et populaires que la

gauche avait en partie fini par délaisser. Ces nouveaux acteurs sont une première réponse au manque d'incarnation dont souffrent nos démocraties. Autre élément intéressant, les initiatives de renouvellement politique bourgeonnent : RenovaBR au Brésil, Institut du 8-Mars en Slovénie, Justice Democrats aux États-Unis, Brand New Bundestag en Allemagne, Movimento delle sardine (Mouvement des sardines), tentative controversée du Mouvement 5 Étoiles et élection d'Elly Schlein à la tête du Parti démocrate en Italie, Breakthrough au Royaume-Uni, ou encore avec création de la fondation européenne Multitudes. Après une longue période de désaffection de la politique, l'éclosion de ces projets semble intervenir en parallèle d'une montée structurelle des mouvements d'extrême droite et dans le monde.

L'exemple slovène est un exemple particulièrement intéressant de défense de la démocratie et de renouvellement des pratiques politiques porté notamment par des acteurs politiques et des mouvements extérieurs aux partis. Le groupe féministe de l'Institut du 8-Mars qui lutte contre les inégalités économiques et de genre a organisé plusieurs mobilisations sur des combats très divers, allant de la question des violences sexuelles à celle de la préservation de l'eau en passant par les droits des personnes LGBT+. Dirigé par Nika Kovac, l'institut a une approche fondée sur un *storytelling*, un plaidoyer efficace et des campagnes de mobilisation massive : « Nos campagnes fonctionnent sur un même principe : nous choisissons un objectif clair lié à la modification de la loi ; nous recueillons les témoignages des gens ; nous les partageons ; et nous incitons les gens à agir. Jusqu'à présent, nous n'avons perdu aucune campagne ».

En 2018, l'institut lance la campagne #JazTudi (#MeToo) en publiant un premier témoignage (plus de 300 suivront) et en identifiant les faiblesses de la loi définissant le viol et le consentement en Slovénie. En 2021, il réunit les signatures requises par la loi slovène pour amender le code criminel… et le Parlement votera à l'unanimité un amendement avec la définition du consentement défendu par l'institut. En 2022, Nika Kovac et son collectif appliquent cette fois leurs méthodes aux élections pour faire battre le Premier ministre conservateur Janez Jansa, allié du nationaliste hongrois Viktor Orbán qui voyait en Donald Trump un exemple politique. En avril 2022, celui-ci est battu aux législatives au cours desquelles 1,7 des deux millions d'habitants du pays sont allés voter. Dans son discours de victoire, le nouveau Premier ministre Robert Golob, issu du parti récemment créé Gibanje Svoboda (Mouvement pour la liberté, Vert libéral), attribue une partie de sa victoire à la mobilisation exceptionnelle de la société civile autour du mouvement Go Out and Vote… coordonné par Nika Kovac.

Indépendamment de tout parti politique, ce mouvement a mobilisé la population pour les élections législatives qui ont vu la participation augmenter de 20%. Leur méthode : organiser les campagnes autour d'un objectif clair, précis, lié à une loi qu'il faut changer ; puis collecter les témoignages des

personnes concernées et appeler à l'action. Refusant d'adopter la stratégie classique visant à séduire les électeurs indécis et centristes qui déterminent leur vote dans les quinze jours précédant une élection, la campagne a été structurée autour d'enjeux clés qui font consensus pour la population slovène. Go Out and Vote a ensuite massivement mobilisé dans les villes et les villages, non pas en se concentrant sur des éléments programmatiques mais en parlant des valeurs qui rassemblent les Slovènes (et qui aboutissent aux idées portées) : solidarité, égalité, éducation, santé publique et soutien aux plus précaires. Le mouvement s'est attaché à recueillir et mettre en valeur les témoignages des Slovènes rencontrés qui incarnent les valeurs communes et qui témoignent d'injustices plutôt que la parole de personnalités déjà connues. Le mouvement s'est aussi attaché à des symboles, comme celui de la fleur distribuée la dernière semaine avant l'élection à travers toute la Slovénie. On ne refuse pas une fleur, et celle-ci est devenue un message sur le printemps qui vient comme symbole du changement. Des messages simples, une lutte joyeuse et organisée et un *merchandising* créatif et bien pensé, comme les boucles d'oreilles en forme de larmes de Premier ministre, ont achevé de convaincre la population.

Aux États-Unis, où le Parti démocrate se déchirait entre ses différentes composantes après l'élection de Donald Trump, l'initiative est venue d'anciennes équipes du candidat Bernie Sanders. Comme en France ou ailleurs en Europe, la racine du problème y est la même : la gauche s'est progressivement éloignée des classes moyennes et des classes populaires. Le manque de représentativité de ses acteurs politiques a largement participé à une rupture du langage commun. Les baronnies locales, les pratiques immorales et les affaires ont achevé de briser la confiance et la compréhension entre la gauche et les populations qu'elle avait historiquement représentées. Les Comités d'action politique (PAC) Brand New Congress et Justice Democrats ont développé une méthode pour renouveler les acteurs politiques démocrates. Cette méthode est inspirée du *community organizing*, théorisé par le sociologue et activiste Saul Alinsky dans les années 1960, qui applique les méthodes du syndicalisme à un espace géographique, à des lieux de vie, et donc à des expériences partagées. C'est sur ces expériences que s'appuie la méthode pour créer du « nous », du collectif, et organiser sur cette base les David contre les Goliath. Le professeur et activiste Marshall Ganz a ensuite appliqué cette méthode puis l'a transposé aux contextes électoraux pour les campagnes du candidat démocrate Barack Obama. Les équipes du candidat à la primaire démocrate Bernie Sanders s'en sont ensuite saisies. Brand New Congress et Justice Democrats ont identifié, recruté et accompagné des personnalités dont le vécu et l'histoire personnelle résonnent avec ceux des classes moyennes et populaires : authentiques (elles ont vécu les mêmes difficultés que les classes populaires), engagées localement, et reconnues comme des leaders des collectifs qu'elles organisent. Partant du constat que la crise de la représentation politique est profonde et que la course à la primaire démocrate pour la présidence des États-Unis a été un échec pour la branche progressiste du parti, l'organisation fait le choix de se concentrer sur le Congrès.

En 2018, lors des élections pour le Congrès américain, les résultats dépassent leurs espoirs : Alexandria Ocasio-Cortez (AOC), Ayanna Pressley, Ilhan Omar et Rashida Tlaib deviennent les nouveaux visages de la gauche américaine et parviennent en deux ans à imposer leurs enjeux dans le débat public, du dérèglement climatique à l'assurance maladie. « The Squad » est née. Devenues les bêtes noires du président Donald Trump, ces personnalités incarnent chacune à leur manière les injustices vécues par la population américaine. Interrogé sur le lien entre un vieil homme blanc et ces nouvelles actrices politiques toutes issues de minorités, le sénateur et ancien candidat à la primaire démocrate Bernie Sanders avait répondu : « nous nous comprenons, nous venons tous des milieux populaires ». AOC doit quitter ses études pour travailler comme serveuse quand sa famille connaît des difficultés à cause des assurances de santé, Ayanna Pressley abandonne ses études pour travailler lorsque sa mère perd son emploi, Ilhan Omar est arrivée aux États-Unis comme réfugiée, Rashida Tlaib s'est battue contre un entrepreneur menaçant la santé de sa communauté. Le groupe s'est depuis étoffé au Congrès avec une quinzaine d'actrices et d'acteurs politiques issus de ces deux organisations, comme Cory Bush ou Summer Lee en 2020 et 2022, et un groupe plus large d'élus progressistes soutenus par certaines organisations comme le Sunrise Movement, le Working Families Party, ou les Democratic Socialists of America.

Les méthodes développées par ces organisations ont leurs limites et sont une réponse utile mais insuffisante à elle seule pour renouveler la gauche américaine. Les districts électoraux ciblés sont uniquement des circonscriptions ultra-favorables aux démocrates, la stratégie permet ainsi de renouveler le parti de l'intérieur mais pas forcément de conquérir de nouveaux territoires. Par ailleurs, la victoire des figures de la Squad en 2018 ne repose pas seulement sur les classes moyennes ou populaires, elle est permise par le soutien des classes sociales plus aisées, blanches et éduquées. La méthode semble toutefois avoir fait ses preuves dans d'autres contextes comme en Géorgie avec la figure démocrate Stacey Abrams. Candidate malheureuse pour le poste de gouverneur, celle-ci est pourtant celle à qui les démocrates doivent le maintien de la majorité démocrate au Sénat. Grâce à la mobilisation massive pilotée par son organisation, Stacey Abrams a permis à deux démocrates de représenter l'État (très) républicain de Géorgie.

Si ces exemples étrangers ne permettent pas de résoudre entièrement les problèmes communs à toutes les démocraties représentatives, ceux-ci sont de premiers éléments de réponse. En revanche, ces initiatives n'ont pas encore trouvé le chemin pour devenir une force politique de gouvernement. Le passage des radicalités militantes et partisanes à un bloc de gouvernement capable d'incarner un nouveau contrat social reste un chemin inemprunté.

Fondation Jean Jaurès

Des initiatives dont la gauche française doit s'inspirer pour se redonner les moyens d'incarner l'alternative capable de gouverner

Problème de représentativité et de compréhension des classes moyennes et populaires, difficultés à incarner un horizon à même de mobiliser son électorat, besoin de renouveler ses méthodes et ses pratiques politiques… Pour espérer réparer la démocratie et gouverner demain en incarnant un horizon désirable, la gauche française a urgemment besoin de se réinventer. Elle gagnerait aujourd'hui à tirer les leçons des expériences réussies en Slovénie, aux Etats-Unis et dans d'autres pays à condition d'en faire une transposition adaptée au contexte français. Dans sa tâche, elle pourra se reposer sur certaines initiatives françaises qui ont également entamé ce travail.

Mentionnées au début de cette note, certaines organisations ont marqué de manière plus ou moins confidentielle le cycle électoral 2022. Plusieurs ont investi en amont le champ abandonné de la formation à destination cette fois de personnalités majoritairement en dehors des partis, et dont certaines nourrissent l'ambition de se présenter aux élections : Investies, Collège citoyen de France, Tous Élus, Académie des futurs leaders, École de l'engagement, Gramsci Académie… Elles ont fait l'objet d'une précédente note rédigée par Point d'aencrage. D'autres, comme la Primaire populaire ou le collectif Quartier général, ont fait le choix d'investir directement le champ électoral. Si la première a eu un retentissement certain, elle s'est concentrée sur la présidentielle avec la volonté de permettre la désignation d'un candidat unique à tous les partis de gauche. Las, après l'échec de la tentative de l'ancienne ministre de la Justice Christiane Taubira et le revirement en soutien à Jean-Luc Mélenchon, l'initiative a perdu fortement en crédibilité aux yeux des partis comme de l'opinion. Elle aura tout de même permis de participer à la dynamique d'union de la gauche soutenue par l'opinion publique et poussant les partis de gauche à s'entendre. C'est ce qui adviendra finalement au sein de l'alliance Nupes aux législatives.

C'est à ces élections que s'est attaqué le collectif Quartier général, initiative plus discrète mais première expérimentation des enseignements étrangers en matière de renouvellement des acteurs et des pratiques politiques. Il a été conçu comme un espace d'entraide et de soutien à des candidatures qui n'étaient pas issues des partis mais qui en demandaient l'investiture, avec l'ambition de changer les pratiques politiques. Sur six, deux candidatures ont réussi à passer le mur du son des accords de parti et ont effleuré la victoire avec 46 et 48% des voix au second tour, dans des circonscriptions qui n'étaient pas identifiées comme propices à une victoire de la gauche : l'enseignante et activiste écologiste Lumir Lapray dans l'Ain, et le boulanger Stéphane Ravacley dans le Doubs. Si ces deux campagnes renvoient à des expériences et des réalités très différentes,

tant dans les parcours de vie que dans les contextes électoraux, elles ont en commun un collectif et des méthodes : figures charismatiques, campagnes très longues, horizontalité, méthode de porte-à-porte inspirée des expériences américaines… Fille du pays portée par un collectif ou commerçant local essentiel et reconnu pour ses combats, ces personnalités qui disposaient de ressorts qui ont permis à ces campagnes d'accéder au second tour et d'effectuer ces hauts scores sont nombreuses, même s'ils n'ont pas suffi à décrocher la victoire du premier essai. Les messages simples, incarnés, et les vécus communs avec les classes moyennes et populaires ont achevé de faire décoller ces campagnes dont l'écho médiatique a largement dépassé les frontières locales.

Au-delà de la bataille électorale, la campagne « Un boulanger à l'Assemblée » visait par exemple à construire un récit passant de l'expérience du « je » d'un boulanger dans son quotidien à celle d'un « nous » universel et collectif dans lequel les classes moyennes et populaires pouvaient se reconnaître. Ce récit avait vocation à mobiliser face aux injustices vécues… mais avec un horizon positif, et par les valeurs auxquelles il se référait. À travers ces deux campagnes, la « politique autrement » a pris vie dans ces corps en mouvement et redonné espoir à certains électeurs désillusionnés qui avaient pu céder aux sirènes de l'abstention ou du vote d'extrême droite.

Les enseignements tirés de ces retours d'expériences étrangers et français vont dans le même sens de ceux que Pierre Rosanvallon identifie dans *Les épreuves de la vie, comprendre autrement les Français*[1]. L'historien propose une analyse de ce que ressent la société française en opposant par exemple les inégalités aux injustices : quand les premières renvoient à la statistique que l'on condamne mais qu'on accepte indirectement, les secondes touchent à l'expérience personnelle que l'on vit, dans laquelle on se projette et qui libère des émotions. Quand Pierre Rosanvallon rappelle que « ce sont les révoltes contre l'injustice qui ont fait l'histoire[2] », il donne à la gauche une première clé pour réinventer son récit, pensant son discours autour de ce qui écorche la population à vif. Les populistes d'extrême droite l'ont déjà compris. De l'injustice provient ensuite le ressentiment. Et c'est sur ce ressentiment, qui « mêle l'hostilité à l'impuissance », que les populistes d'extrême droite capitalisent en dirigeant la haine qui en ressort contre une cible qui en serait le réceptacle légitime. Si l'on avait pu s'attendre à ce que cette haine ait été dirigée contre les plus riches qui accaparent les richesses et qui sont à la racine des inégalités et des injustices, celle-ci a en pratique visé les progressistes et les intellectuels, les étrangers et les personnes LGBTQI+, les minorités, les femmes et les opposants. Pour la gauche, la tâche est plus difficile, c'est son fardeau, mais c'est sa raison d'être : au lieu de diriger la haine contre un bouc-émissaire, elle doit travailler à ce qui rassemble. Le ressentiment des injustices contre les « privilégiés d'en haut », ceux qui accaparent notre planète, nos corps au travail ou l'argent utile à la redistribution, est une réaction légitime et même un puissant moteur de transformation. Mais c'est insuffisant. La gauche doit reconstruire le récit qui permet de changer sa condition. Elle doit être celle qui

restaure la dignité en portant la reconnaissance de chacun, celle qui inverse la domination.

Pierre Rosanvallon mentionne également « la peur de l'incertitude ». Ce sentiment est celui qui fige face à un avenir sombre et incertain, qui incite à se recroqueviller et à rechercher des réponses simples, qui désignent clairement un responsable, qui promettent un horizon radieux. Les crises écologiques, économiques, sociales actuelles constituent une période extrêmement incertaine. Cette analyse est donc un avertissement pour la gauche : pour que le cap de l'extrême droite ne remporte pas la bataille, la gauche doit être celle qui esquisse un avenir dont chacun peut avoir envie, et où tous peuvent trouver leur place.

Plus globalement, des enseignements méritent d'être tirés de ces expériences imparfaites et appellent à plusieurs propositions d'actions à destination des collectifs et des partis. Les expériences précitées témoignent d'abord du rôle essentiel que joue l'incarnation pour mobiliser et convaincre les gens. Plus qu'une statistique ou qu'un ensemble de mesures, que des concepts techniques ou de grandes références à proclamer, les valeurs, les histoires et les émotions portées par un candidat et le collectif, mouvement, ou parti qui l'entoure sont les outils les plus efficaces pour créer un lien, inspirer la confiance et redonner l'espoir. Offrir une fleur, porter au grand jour des témoignages, se connecter par les vécus, par ce que nous avons en commun, par des émotions qui parfois nous dépassent, sont autant d'exemples de ce que ces expériences peuvent nous apprendre. Sans rien renier du travail de fond, des idées et du programme, la politique est aussi une histoire de celle ou celui qui raconte la meilleure histoire. Et cela s'écrit en deux temps : qui me comprend le mieux aujourd'hui me défendra le mieux demain. Comprendre la population au lieu de vouloir à tout prix la convaincre et lui expliquer ce qu'il faudrait faire pour son bien est déjà une posture qui permettra de se faire entendre à nouveau ensuite.

Ces exemples semblent par ailleurs remettre en cause les stratégies visant à se positionner pragmatiquement au centre ou en fonction de ce que penserait la moyenne de la population. Une telle stratégie revient d'ailleurs souvent à évoluer au gré des sondages, quitte à se dédire de la ligne politique précédemment défendue. Chacune de ces évolutions contribuent à décrédibiliser la parole politique qui ne semble plus guidée par des convictions ou par l'intérêt général, mais au service d'intérêts personnels. La faible légitimité actuelle de cette parole en est également une démonstration. Ces exemples appellent plutôt à un positionnement assumé, qui repose sur les valeurs que la population a en commun, capable de former un consensus large (ce qui ne veut pas dire mou) et qui peut aboutir à une forme de « radicalité apaisée ». Cela suppose de construire les campagnes, les collectifs et le projet avec la population et pas simplement avec des experts ou des responsables politiques. C'est en faisant dialoguer ces deux mondes que la gauche arrivera à proposer un horizon avec des termes qui nous rassemblent. Travail de fond et de long terme, un tel

projet doit prendre corps dès maintenant, hors des périodes électorales, avec l'humilité d'aller écouter les gens, le pays, de se placer « à portée de baffes »symboliques, et de permettre à celles et ceux qui ont été oubliés de se sentir entendus. Il permettra de donner à nouveau une place à celles et ceux qui le souhaitent dans l'aventure politique. Il permettra de retisser aujourd'hui des collectifs qui agiront ensemble demain pour les campagnes électorales. Une manière en somme de redonner le pouvoir aux gens en les plaçant au centre de l'avenir de la gauche et de les impliquer dans la victoire de ce qu'ils vont construire.

Ce projet pourrait aussi être celui qui permettra aux partis de s'agrandir à nouveau, de s'ouvrir, de réinvestir le domaine de la formation et du recrutement politique, de reconstruire ou d'élargir leurs bases. La base est l'échelon dont émerge la légitimité et les représentants politiques du mouvement à l'œuvre. Elle se construit avec les personnes concernées par la lutte ou par l'objet d'un mouvement, par les personnes concernées par une forme d'injustice et qui veulent y mettre un terme, par celles et ceux qui veulent améliorer ou modifier une situation existante, etc. C'est de cette « théorie de la base » que partent les méthodes de *community organizing* de Saul Alinsky et de Marshall Ganz. Celles-ci sont directement issues des méthodes du mouvement ouvrier et de la grande époque des syndicats qui ont pensé ces logiques. **Dans l'ensemble des exemples cités, la base joue un rôle essentiel puisqu'elle est celle qui porte une figure politique qui en est issue, à qui des responsabilités sont confiées.** C'est devant cette base que l'élu doit rendre des comptes, cette base qui forme les raisons de sa victoire, les conditions de sa puissance politique et lui permet de changer les choses. Cette base peut jouer le rôle de garde-fou pour s'assurer que les élus restent intègres. Or, quand la base se rétrécit à des barons locaux, des intérêts privés ou des sections rabougries de partis politiques, la légitimité de l'élu s'en trouve fragilisée. Le constat est le même quand la seule légitimité de l'élu est celle de sa désignation par le vainqueur de la présidentielle, comme cela a souvent été le cas pour les mouvements politiques récents et construits autour d'un leader charismatique. Souvent déconnectés du vécu quotidien des électeurs, sans ancrage et déracinés en l'absence de base, brillant davantage par leurs éléments de langage désincarnés que par leur propre identité ou volonté politique, ces élus, dont la majorité présidentielle en est le meilleur exemple récent, sont totalement soumis à la volonté de celui qui leur a donné une existence politique. Verticalisé, le pouvoir aux pieds d'argile a peut-être été plus efficace dans un premier temps. Mais l'argile s'effrite inévitablement et finit par s'écrouler au contact de l'air quand elle ne repose pas sur une base solide. Pour que ces ruines laissent leur place à un horizon solide plutôt qu'à la menace du repli sur soi et de la haine de tous contre chacun, la gauche doit donc urgemment élargir sa base.

Bonne nouvelle, cette base existe déjà en partie grâce à l'action de nombreuses structures de terrain. Elles s'appellent par exemple Ghett'up – qui travaille à revaloriser l'image des quartiers

populaires aux yeux de la population –, Different Leaders – qui vise à construire une société qui soit plus inclusive, juste et équitable – ou encore École pour tous –qui s'engage pour une égalité d'accès à l'éducation. Les méthodes de ces organisations ont plusieurs dénominations : éducation populaire (dont la France a une tradition historiquement forte), organisation de communautés (ou *community organizing*), auto-organisation… Par incompréhension ou besoin de désigner un coupable, certaines d'entre elles sont même devenues la cible du *backlash* réactionnaire. Mais le terme importe moins que la philosophie que ces méthodes sous-tendent. Toutes ces méthodes, des États-Unis à l'Europe, ont une racine commune qui s'inscrit autour d'une approche de la politique et de l'engagement, **d'une philosophie émancipatrice et d'une prise collective du pouvoir.** L'application de ces méthodes au champ électoral est plus récente, et renvoie à une même pratique historique inspirée des syndicats. Nombreuses sont d'ailleurs les expériences (comme le Mouvement des sardines en Italie ou l'Institut du 8-Mars en Slovénie) qui utilisent ces méthodes sans pour autant les théoriser ou se rattacher à une des méthodes précitées. Elles renvoient pourtant toute à un même art relationnel et politique.

***

Réparer la démocratie prendra du temps. Il faudra quelques échecs et plusieurs succès au mouvement progressiste pour qu'il arrive à nouveau à convaincre une majorité de la population. Toutes les initiatives mentionnées n'ont d'ailleurs pas réussi ou n'ont pas voulu continuer leur action. D'autres ne sont pas encore arrivées à maturité. Mais elles échangent déjà entre elles et gagneraient à s'unir ou à travailler ensemble pour porter de nouveaux acteurs politiques aux expériences de vie différentes. La guerre des égos et des espaces politiques n'épargne hélas pas les activistes et la société civile engagée. Les démarches sont pourtant complémentaires entre celles qui forment et identifient, d'une part, et celles qui investissent le champ électoral et accompagnent les acteurs politiques devenus candidats, d'autre part. Beaucoup des terres qui étaient historiquement le foyer de la gauche ont depuis été abandonnées à l'abstention, à la très idéologue et prétendue fin des idéologies portée par le parti du président et qui ne fait plus recette, et enfin à l'extrême droite.

Pour les reconquérir, les partis de gauche pourraient faire appel et collaborer avec certaines de ces initiatives dont l'expertise et l'expérience les rend les plus adaptées, aujourd'hui, pour reparler aux déçus comme aux oubliés de la politique. Les méthodes utilisées par les exemples étrangers et les initiatives françaises présentées dans cette note sont déjà éprouvées par nombre de personnalités et d'organisations. Les partis politiques pourraient s'y appuyer pour un nouveau point d'entrée vers un engagement politique. Ces organisations et ces pratiques sont l'opportunité de reformer le lien entre les activités de plaidoyer, de mobilisation et l'activité politique.

Enfin, et pour que l'horizon de la victoire soit à nouveau possible, les partis ne peuvent s'enfermer ni dans une analyse de pure stratégie électorale, ni dans la bataille pour l'hégémonie interne, qu'elle soit culturelle ou qu'elle vise à imposer une candidature à la présidentielle. L'objectif est de dépasser le plafond de verre du parti le plus fort, pas de tous se mettre sous ce plafond de verre. La figure qui représentera la gauche demain à la présidentielle importe moins que le collectif dont elle sera issue et que l'équipe qui l'entourera, parce que c'est dans ce collectif pensé et travaillé que se trouvent les conditions d'une victoire. « Il faut que tout change pour que rien ne change » ne peut être l'espoir secret des appareils et des cadres des partis. Pour réparer la démocratie et changer la vie à nouveau, les partis doivent se concentrer sur le renouvellement de leurs méthodes et des acteurs politiques, et se donner ainsi les moyens d'incarner à nouveau un espoir capable de remporter l'adhésion d'un minimum de 50 %… + 1 voix.

1. Pierre Rosanvallon, *Les épreuves de la vie, comprendre autrement les Français*, Paris, Seuil, 2021.
2. Pierre Rosanvallon, *Les épreuves de la vie, op. cit.*, p. 90.